

une anxiété profonde les événements diplomatiques et militaires pendant les commencements de notre intervention. Ils savaient le succès de nos armes, ils venaient d'apprendre le vote de l'assemblée des notables, l'envoi de la délégation...

Ils étaient prêts à la recevoir, prêts à se donner au Mexique qu'ils croyaient prêt à se donner à eux.

CHAPITRE II

Arrivée des délégués mexicains à Miramar. — Discours de M. Gutierrez de Estrada. — Réponse de l'archiduc. — Le gouvernement français doit préparer les voies à l'établissement de la monarchie au Mexique. — Le nouveau commandant en chef. — Lettre de l'Empereur au général Bazaine (12 septembre 1863). — Organisation financière. — Lettre du 29 septembre. — Extrait d'une correspondance anonyme. — État des esprits au Mexique. — Le maréchal Forey remet le commandement (30 septembre). — Proclamation du général Bazaine aux Mexicains. — La chanson du départ : *Partira-t-il? Partira-t-il pas?*

Les délégués apportaient avec eux le procès-verbal de l'assemblée des notables du 10 juillet, les actes d'adhésion à l'empire des villes de Puebla, Toluca, Orizaba, Cordova, Vera-Cruz et de trente-sept villages des environs de ces grands centres.

C'était là, en somme, de bien minces résultats après tant d'efforts et une si longue campagne. On était loin du *vœu national* que l'archiduc Maximilien avait mis comme condition indispensable à son acceptation. Mais notre ministre, pressé de triompher, et surtout d'obtenir les apparences du triomphe, avait imposé au général Almonte une précipitation fâ-

cheuse plus faite pour compromettre les intérêts de la France et de Maximilien que pour les servir. Il est vrai qu'on ne présentait ces adhésions que comme un commencement, comme un échantillon du vote du pays.

La députation mexicaine arriva le 1^{er} octobre à Trieste, où elle fut reçue à l'Hôtel de Ville. Le lendemain son président, M. Gutierrez de Estrada, prit les ordres de l'archiduc, et le 3 octobre 1863, presque jour pour jour, deux ans après les premières ouvertures transmises par le comte de Rechberg, elle fut reçue au château de Miramar, à une heure de l'après-midi, dans le grand salon bleu du rez-de-chaussée.

M. Gutierrez de Estrada adressa à l'archiduc Maximilien un long discours dont voici les principaux passages :

Prince,

A peine rendue à la liberté par la puissante main d'un monarque magnanime, la nation mexicaine nous a envoyés vers Votre Altesse Impériale, objet aujourd'hui de ses vœux les plus purs, comme aussi de ses plus chères espérances.

Nous ne nous appesantirons pas sur les longues tribulations que le Mexique a souffertes ; cruelles infortunes connues de tous, et qui ont fini par en faire un théâtre de désolation et de ruine !..

Interprètes des aspirations et des intimes souhaits de la patrie, nous venons, en son nom, vous offrir, Monseigneur, la couronne du Mexique, qu'un décret solennel de l'assemblée des notables, déjà consacré par l'adhésion de tant de provinces, et qui le sera bientôt, tout l'an

nonce, par la nation entière, vous décerne librement et spontanément...

L'entreprise est grande, mais plus grande encore est notre confiance dans la Providence ; elle doit l'être en voyant ce dont nous venons d'être témoins à Mexico et ce qui se passe à Miramar dans ce glorieux jour !

Après cette allocution dite en français, Ferdinand-Maximilien répondit, en se servant de la même langue :

Messieurs,

Je suis vivement touché du vœu émis par l'assemblée des notables à Mexico, dans la séance du 10 juillet, et que vous êtes chargés de me communiquer.

Il est flatteur pour notre Maison que les regards de vos compatriotes se soient tournés vers la famille de Charles-Quint, dès que le mot de *monarchie* a été prononcé dans votre pays.

Quelque noble que soit la tâche d'assurer l'indépendance et la prospérité du Mexique, sous l'égide d'institutions à la fois stables et libres, je n'en reconnais pas moins, en complet accord avec S. M. l'Empereur des Français, dont la glorieuse initiative a rendu possible la régénération de votre belle patrie, que la monarchie ne saurait y être rétablie sur une base légitime et parfaitement solide que si la nation tout entière, exprimant librement sa volonté, vient ratifier le vœu de la capitale. C'est donc du résultat des votes de la généralité du pays que je dois faire dépendre, en premier lieu, l'acceptation du trône qui m'est offert.

D'un autre côté, comprenant les devoirs sacrés d'un souverain, il faut que j'exige, en faveur de l'empire qu'il s'agit de reconstituer, les garanties indispensables pour le mettre à l'abri des dangers qui menaceraient son intégrité et son indépendance.

Dans le cas où ces gages d'un avenir assuré seraient obtenus, et où le choix du noble peuple mexicain, pris dans son ensemble, se porterait sur moi, fort de l'assentiment de l'auguste chef de ma famille, et confiant dans l'appui du Tout-Puissant, je serais prêt à accepter la couronne.

Si la Providence m'appelait à la haute mission civilisatrice attachée à cette couronne, je vous déclare, dès à présent, Messieurs, ma ferme résolution de suivre le salutaire exemple de l'Empereur, mon frère, en ouvrant au pays, par un régime constitutionnel, la large voie du progrès, basé sur l'ordre et la morale, et de sceller par mon serment, aussitôt que le vaste territoire sera pacifié, le pacte fondamental avec la nation. C'est seulement ainsi que pourrait être inaugurée une politique nouvelle et vraiment nationale, où les divers partis, oubliant leurs anciens ressentiments, travailleraient en commun à rendre au Mexique la place éminente qui lui semble destinée parmi les peuples, sous un gouvernement ayant pour principe de faire prévaloir l'équité dans la justice.

Veillez, Messieurs, rendre compte à vos concitoyens des déterminations que je viens de vous énoncer en toute franchise, et provoquer les mesures nécessaires pour consulter la nation sur le gouvernement qu'elle entend se donner.

Cette réponse ne fut point sans causer une assez vive déception : ce n'était pas tout à fait celle qu'attendait la délégation. L'archiduc, en effet, tout en traçant de son gouvernement futur un programme fort libéral et de nature à satisfaire les aspirations légitimes des Mexicains, réservait très nettement son acceptation. Il ne voulait pas d'une instauration obtenue par surprise, et il ne pouvait considérer comme

sérieuses les adhésions de quelques villes au pouvoir de l'armée française. Il ne se déroba point toutefois, mais il jugeait sage d'attendre que des manifestations plus nombreuses, plus imposantes, et peut-être aussi plus spontanées, dissipassent les derniers doutes sur l'accueil que sa candidature au trône rencontrait dans la masse du pays.

Son langage était en même temps, à l'égard de la France, une mise en demeure de continuer l'expédition et de « pacifier le vaste territoire » du Mexique.

Mais le mot de pacification n'était ici qu'un euphémisme pour dire conquête. Il fallait conquérir tout le Mexique. La question était de savoir si, ce résultat obtenu, la volonté populaire, sur laquelle reposaient toutes les espérances de ces conquérants malgré eux, se manifesterait suffisamment énergique ; car l'Empereur ne méconnaissait point cette grande vérité historique que son cousin, le prince Napoléon, devait, quelques années plus tard, résumer dans ce mot trivial, brutal et saisissant :

— On peut tout faire avec des baïonnettes, excepté s'asseoir dessus.

La force peut édifier des empires, mais non les faire durer.

Quoi qu'il en fût, la situation commandait de nouveaux efforts, de nouveaux sacrifices. L'Empereur s'y résolut, mais ce ne fut pas sans de vives appréhensions qu'il envisagea cette nécessité, car, par une série de mauvaises chances, ses desseins primitifs se trouvaient, à cette heure, impossibles à réaliser.

Lorsqu'il avait commencé l'expédition, on ne saurait trop le répéter en présence de l'erreur persistante

du public, il n'avait eu en vue que l'établissement d'une digue destinée à contenir à jamais les États-Unis et à leur disputer l'hégémonie sur le reste de l'Amérique.

Pour atteindre ce but, il comptait trouver deux points d'appui : le Sud, alors en pleine guerre avec le Nord, et la volonté même du Mexique de constituer un gouvernement régulier sous un prince européen.

La première erreur, dans laquelle des rapports inexacts, sinon mensongers, le firent tomber, fut de croire à cet état de l'opinion au Mexique ; et la seconde, qui découlait de la première, fut de n'y envoyer qu'une poignée d'hommes. Notre échec et le temps qu'il fallut perdre avant que nos soldats entrassent en vainqueurs à Puebla et à Mexico changèrent toutes les bases du problème. L'Empereur avait cru pouvoir compter sur le vœu du Mexique : ce vœu nous était en grande partie hostile. Il avait cru pareillement pouvoir compter sur le Sud : le Sud était battu, et notre intervention se trouvait présentement en butte à des difficultés intérieures et à des difficultés extérieures.

Quel parti prendre ? Le plus sage eût été assurément de reconnaître son erreur et de faire ce qu'on fit trois ans plus tard : renoncer à une tâche impossible et évacuer le pays. Oui, mais pour cela il eût fallu une sagesse qui semble inconnue des politiques, lesquels sont des joueurs à leur façon. Or quel joueur se retire devant la déveine ? Plus elle persiste, plus il se croit proche d'un retour de fortune, et plus il s'entête.

Puis, il faut bien le dire, les dépêches dithyrambiques du maréchal Forey, l'optimisme avec lequel il croyait juger les événements et les esprits, alors que c'était son œuvre qu'il jugeait, tout cela permettait à l'Empereur de penser que l'ère des grandes difficultés était close, et qu'on approchait d'un dénouement qui, pour n'être pas celui qu'il avait d'abord entrevu et cherché, n'en serait pas moins une solution satisfaisante, par où on éviterait l'humiliation d'une évacuation pure et simple.

Enfin, convaincu que ceux qu'il avait chargés de l'éclairer l'avaient trompé, persuadé que les généraux à qui il avait confié la direction militaire n'avaient pas été plus heureux, sinon plus capables que les agents à qui avait été remise la direction politique, il se flattait, en changeant le personnel, d'améliorer de beaucoup la situation. Déjà il reprenait confiance en pensant que le nouveau commandant en chef était le général Bazaine qui, jusqu'à ce jour, avait montré tant de bravoure et d'intelligence. Il espérait que celui-là, du moins, lui dirait la vérité et le tirerait un peu de ses perplexités en même temps qu'il prendrait d'une main ferme la direction des affaires.

La preuve de cet état d'esprit de l'Empereur est contenue dans la lettre confidentielle qu'il écrivit au général le 12 septembre :

Biarritz, 12 septembre 1863.

Mon cher Général,

Les nouvelles que je reçois de Mexico sont tellement contradictoires qu'il m'est difficile de savoir ce qui s'y passe. Je me bornerai donc aujourd'hui à vous rappeler

les principes sur lesquels doit reposer notre intervention. Notre but principal est de pacifier et d'organiser le Mexique en faisant appel à tous les hommes de bonne volonté, sans se laisser aller à des mesures réactionnaires.

Le programme publié par le général Forey doit être votre règle de conduite et il est important de tenir à ce qu'il soit fidèlement exécuté. Quoiqu'il y ait un gouvernement provisoire, mesure indispensable (afin d'éloigner la pensée que je voulais garder le Mexique), le général français a le devoir de tout empêcher ou de tout décider par son influence. Je ne puis admettre qu'ayant fait la conquête du Mexique, nous demeurions témoins impassibles de mesures arbitraires et opposées à la civilisation moderne. Je compte donc sur vous, Général, pour diriger le gouvernement provisoire dans la voie de la fermeté sans doute, mais aussi de la justice et de la conciliation.

Il est essentiel que l'élection de l'archiduc Maximilien soit ratifiée par le plus grand nombre possible de Mexicains, car la nomination hâtive qu'on a faite a eu le grand tort de ne pas paraître, en Europe, l'expression légitime des vœux du pays. La grande difficulté consiste surtout, je le sais, à ramener le calme dans le pays. A cet effet, il faut apporter tous vos soins à réorganiser l'armée mexicaine et à gagner la sympathie des Indiens qui forment la grande majorité de la population. Je serai bien aise, Général, de recevoir directement vos impressions et vos idées sur l'avenir du pays comme sur les moyens de consolider notre œuvre. J'espère qu'à l'aide des troupes mexicaines vous avez assez de forces militaires françaises à votre disposition. S'il en était autrement, dites-le moi avec franchise.

Nous nous occupons ici activement de mesures finan-

cières propres à développer les ressources du pays. Dès que le nouveau gouvernement aura quelque apparence de stabilité, un grand emprunt sera facile.

Prenez confidentiellement des renseignements sur les mines de la Sonora et dites-moi si plus tard l'occupation en serait possible.

Assurez l'armée, Général, de toute ma satisfaction de sa conduite, et recevez pour vous l'assurance de mon estime et de mon amitié.

NAPOLÉON.

Comme j'ai ici beaucoup d'amitié pour la famille Errazu, je vous recommande particulièrement, quand vous en trouverez l'occasion, leurs parents qui sont au Mexique.

On retrouve dans cette lettre un écho de cette pensée de l'Empereur qu'on pourrait obtenir le remboursement des frais de l'expédition à l'aide d'un grand emprunt que contracterait le Mexique. On a vu, à cet égard, quelles étaient ses illusions : il ne paraît pas que M. Budin, à qui incombait précisément le soin de réorganiser financièrement le pays, ait rien fait pour éclairer son gouvernement. On peut juger combien les chiffres donnés par l'Empereur dans sa lettre du 30 janvier 1863 au général Forey étaient en dehors de la vérité, par ce fait que la meilleure année financière de l'empereur Maximilien, quand le pays tout entier, avec tous ses ports, était occupé de Guaymas à Vera-Cruz, ne produira que 110 millions de francs, alors que Napoléon III estimait, au bas mot, à 100 millions les frais de l'administration mexicaine, en temps normal.

Tout en conservant des illusions sur ce point, il

avait éprouvé trop de mécomptes pour ne point chercher à acquérir la vérité sur une situation qui faisait l'objet de ses préoccupations constantes. Les lettres particulières venues du Mexique étaient très recherchées par le gouvernement français. Il en résultait qu'entre les rapports officiels, presque toujours optimistes, et les nouvelles privées, plus sincères, et par conséquent moins favorables, il y avait de notables divergences; c'est ce que l'Empereur appelle des « nouvelles tellement contradictoires... »

Voici une de ces lettres, datée de Mexico, le 26 juillet 1863, et que le ministre de la Guerre renvoya au général Bazaine en lui demandant de vouloir bien lui dire ce qu'il en pensait :

Mon cher Édouard,

La correspondance du packet de Saint-Nazaire est en retard comme d'habitude, et ne vous parviendra sans doute qu'avec celle du packet anglais. Les retards sont pénibles, et je le regrette aujourd'hui, d'autant plus que ta lettre doit nécessairement me parler de l'effet qu'aura produit à Paris et sur toi-même la prise de Puebla, car je sais que cette nouvelle est parvenue en France le 10 juin, le jour même de l'entrée à Mexico du général Forey.

Nous étions tous heureux ce jour-là, mais ici nous l'étions davantage, car le plaisir que vous aviez à Paris devait être troublé par la pensée de ce qui restait encore à faire, ce qui se trouvait accompli pour nous par l'entrée de nos soldats à Mexico. Je t'ai raconté, quoique d'une façon bien sommaire et bien incomplète, tout ce qui s'était passé ici jusqu'au 14 juillet, date de ma dernière lettre qui se terminait par l'annonce de l'un des

événements les plus importants dus à l'intervention : la proclamation de l'Empire et le choix de l'archiduc Maximilien comme empereur.

Depuis cette époque, les événements qui s'étaient alors précipités, ont repris un cours plus tranquille et surtout plus dans les allures habituelles du pays.

En dehors des mouvements militaires dont tu as déjà connaissance, les forces françaises n'ont guère opéré que dans les environs de Mexico, et par petits détachements à la poursuite de quelques guérillas ou bandes de voleurs. Les opérations sur l'intérieur sont indubitablement remises à la fin des pluies dont l'abondance les rendrait pleines d'obstacles et de difficultés, si ce n'est impossibles...

Dans l'organisation gouvernementale, je ne vois pas ce qui existe avec plaisir, et crains que l'on ne fasse fausse route. Maximilien élu, en attendant qu'il accepte et qu'il vienne, il a été établi une régence de l'Empire, composée du triumvirat déjà existant, c'est-à-dire qu'il n'y a rien de changé. Les Mexicains sont à la tête du gouvernement, à la tête des administrations, à la tête de l'armée. L'intervention ne fait donc que *presenciar*, en se réservant la faculté de réprimer, mais en laissant aux Mexicains, pour les affaires de leur pays, une initiative dont ils font un triste usage.

Au lieu de s'occuper de l'intérêt général et de travailler à un rapprochement, à une fusion indispensable pour le rétablissement de l'ordre et de la paix, les gens qui sont au pouvoir, le parti réactionnaire ou clérical, n'y admet que les siens, ne travaille que pour lui et ne cherche qu'à récupérer son ancienne prépondérance et sa domination. Ce n'est guère aider l'intervention dans son but, ni faire les affaires du futur empereur, car loin de trouver à son arrivée un pays en voie de pacification, il n'aura sous

les yeux que des haines plus ardentes que par le passé. Je ne sais si cet état de choses durera longtemps ; mais ce que je vois, c'est que le général Forey a déjà été obligé d'avoir recours à la répression, en forçant la régence à rappeler deux ordonnances qu'elle avait émises il y a quelques jours : la première, sur la suspension du travail et des bâtisses élevées sur l'emplacement des couvents devenus propriétés particulières ; la seconde, sur l'empêchement du travail le dimanche sans la permission du curé.

Ce ne serait pas le moyen d'arriver à bien dans ce pays que de laisser s'y implanter de nouveau l'intolérance religieuse ; il faut au contraire une tolérance énorme, car sans elle son unique chance de salut et de prospérité dans l'avenir, l'émigration européenne, lui échappe.

Il ne faut pas que l'on s'y trompe : les races qui peuplent le Mexique sont incapables de marcher seules, et il leur faut la prépondérance de l'élément européen ; c'est une condition *sine qua non*, et l'essai qui se fait en ce moment de les laisser se gouverner par eux-mêmes, ne sera qu'une preuve de plus de leur incapacité gouvernementale.

Ces symptômes fâcheux, apportés en Europe par des voix indépendantes et non officielles, étaient pour l'Empereur un continuel sujet de préoccupation. Aussi, à chaque courrier, éprouvait-il le besoin d'écrire au commandant en chef (qui, d'ailleurs, comme on le verra plus tard, ne l'était point encore de fait).

C'est ainsi que, de Biarritz, il envoya au général Bazaine une nouvelle lettre confidentielle, dans laquelle il revenait sur les idées émises dans celle du 12 septembre, et il insistait sur la pensée d'un emprunt.

Biarritz, 29 septembre 1863.

Mon cher Général,

Je vous écris de nouveau aujourd'hui pour vous répéter en quelque sorte ce que je vous ai dit dans ma dernière lettre. Pacifier le pays en tâchant d'appeler à soi tous les hommes importants des divers partis ; empêcher la réaction en faisant sentir que c'est toujours l'épée de la France qui commande ; organiser une petite armée mexicaine (j'ai lu avec peine dans un journal le nom de Garde impériale mexicaine, ce serait une sottise). Tel doit être le but de vos efforts.

Je vous envoie ce passage d'une lettre venue du Mexique, et qui reflète, je crois, assez bien l'esprit de l'armée.

Une des questions les plus importantes est de réaliser un emprunt ; et pour écarter les intrigants, il est de toute nécessité que le gouvernement provisoire charge quelqu'un de ses pleins pouvoirs. J'ai jeté les yeux sur M. Arangoiz, homme très honorable, deux fois ministre des Finances à Mexico, et actuellement auprès de l'archiduc ; faites donc en sorte qu'on le charge de négocier un emprunt en Europe, sous la surveillance et avec l'autorisation du gouvernement français.

Pour diminuer nos dépenses, j'ai songé à réaliser une idée qui vient de vous. Elle consisterait à céder pour dix ans la légion étrangère au nouvel empereur du Mexique. En attendant, je voudrais adopter les mesures suivantes sur lesquelles je vais m'entendre avec le ministre de la Guerre, qui vous en écrira officiellement.

Ces mesures consisteraient à :

1° Déclarer que la légion étrangère restera dix ans au Mexique ;

2° Composer les cadres d'officiers et sous-officiers français qui consentiraient à rester dix ans au Mexique sans perdre leur qualité de Français et leur grade dans l'armée ;